

REGARDS DE PROVENCE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31/12/2021

ASSOCIATION REGARDS DE PROVENCE

AVENUE VAUDOYER

13002 MARSEILLE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 Décembre 2021

1. OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale extraordinaire du 28 juin 2018, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association REGARDS DE PROVENCE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par le conseil d'administration sur la base des éléments disponibles à cette date.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

2. FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1 janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Observations

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les points suivants, exposés dans l'annexe des comptes annuels :

- Les abandons de créances assorties d'une clause de retour à meilleure fortune consenti par l'association à sa filiale EURL MUSEE Regards de Provence ;
- Les litiges inscrits au bilan et toujours non résolu pour nés à la construction du Musée en 2013.

3. JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

4. VERIFICATION DU RAPPORT MORAL ET FINANCIER

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport du conseil d'administration sur sa gestion et sur la situation

morale et financière de l'association et dans les autres documents adressés aux membres de l'assemblée générale sur la situation financière et les comptes annuels.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport moral.

5. INFORMATIONS RESULTANT D'AUTRES OBLIGATIONS LEGALES ET REGLEMENTAIRES

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le conseil d'administration relative aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement

s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des

lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Marseille, le 14 Juin 2022,

SARL LUCCHESI & Associés
Paul-Antoine Griffiths
COMMISSAIRE AUX COMPTES
Inscrit près la Cour d'Appel d'Aix-en-Provence



Bilan Actif

Etat exprimé en euros		31/12/2021			31/12/2020
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	Capital souscrit non appelé (I)				
	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de développement				
	Concessions brevets droits similaires	6 214	6 214		
	Fonds commercial (1)				
	Autres immobilisations incorporelles	5 247	1 545	3 702	3 877
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions	4 375 025	1 287 632	3 087 393	3 233 263
	Installations techniques,mat. et outillage indus.	6 011	6 011		
	Autres immobilisations corporelles	384 014	277 760	106 255	135 496
	Immobilisations en cours	16 200		16 200	16 200
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations	1 000		1 000	1 000
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres immobilisations financières				
TOTAL (II)		4 793 712	1 579 161	3 214 550	3 389 836
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes				
	CREANCES (3)				
	Créances clients et comptes rattachés	13 338		13 338	12 682
	Autres créances	148 489		148 489	121 870
	Capital souscrit appelé, non versé				
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT				
	DISPONIBILITES	11 049		11 049	25 288
COMPTES DE REGULARISATION	Charges constatées d'avance	1 875		1 875	6 725
	TOTAL (III)	174 751		174 751	166 566
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)				
	Primes de remboursement des obligations (V)				
	Ecarts de conversion actif (VI)				
TOTAL ACTIF (I à VI)		4 968 462	1 579 161	3 389 301	3 556 402

(1) dont droit au bail

(2) dont immobilisations financières à moins d'un an

(3) dont créances à plus d'un an

72 000

99 000

Bilan Passif

Etat exprimé en euros

31/12/2021

31/12/2020

Capitaux Propres	Capital social ou individuel Primes d'émission, de fusion, d'apport ... Ecart de réévaluation	204 165	204 165
	RESERVES		
	Réserve légale		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves réglementées		
	Autres réserves		
	Report à nouveau	(386 889)	(479 594)
	Résultat de l'exercice	(77 234)	92 705
Autres fonds propres	Subventions d'investissement	2 488 062	2 605 622
	Provisions réglementées		
	Total des capitaux propres	2 228 103	2 422 897
	Produits des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
	Total des autres fonds propres		
	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges		
Provisions	Total des provisions		
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	97 969	128 049
	Emprunts et dettes financières divers (3)		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	112 196	60 214
	Dettes fiscales et sociales	27 433	21 642
	DETTES DIVERSES		
DETTES (1)	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	923 600	923 600
	Produits constatés d'avance (1)		
	Total des dettes	1 161 198	1 133 505
	Ecart de conversion passif		
	TOTAL PASSIF	3 389 301	3 556 402
Résultat de l'exercice exprimé en centimes		(77 233,81)	92 704,97
(1) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an		207 081	112 219
(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP			72
(3) Dont emprunts participatifs			

Compte de Résultat

		31/12/2021		31/12/2020	
		12 mois	% C.A.	12 mois	% C.A.
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises				
	Production vendue (Biens)				
	Production vendue (Services et Travaux)	35 932	100,00	54 868	100,00
	Montant net du chiffre d'affaires	35 932	100,00	54 868	100,00
	Production stockée				
	Production immobilisée				
	Subventions d'exploitation	331 409	922,32	424 000	772,77
	Reprises sur provisions et amortissements, transfert de charges	3 525	9,81	12 548	22,87
	Autres produits	36 119	100,52	30 553	55,69
	Total des produits d'exploitation	406 986	N/S	521 970	951,32
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises				
	Variation de stock				
	Achats de matières et autres approvisionnements				
	Variation de stock				
	Autres achats et charges externes	323 621	900,64	302 338	551,03
	Impôts, taxes et versements assimilés	17 807	49,56	18 604	33,91
	Salaires et traitements	83 218	231,60	36 075	65,75
	Charges sociales du personnel	32 548	90,58	2 373	4,33
	Cotisations personnelles de l'exploitant				
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	181 316	504,61	183 022	333,57
	Autres charges	3 743	10,42	3 269	5,96
	Total des charges d'exploitation	642 253	N/S	545 681	994,54
	RESULTAT D'EXPLOITATION	(235 267)	-654,75	(23 711)	-43,21
PRODUITS FINANCIERS	Bénéfice attribué ou perte transférée				
	Perte supportée ou bénéfice transféré				
	De participations (3)				
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé (3)				
	Autres intérêts et produits assimilés (3)				
	Reprises sur provisions et dépréciations et transfert de charges				
	Différences positives de change				
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
	Total des produits financiers				
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
	Intérêts et charges assimilées (4)	1 099	3,06	1 144	2,08
	Différences négatives de change				
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
	Total des charges financières	1 099	3,06	1 144	2,08
	RESULTAT FINANCIER	(1 099)	-3,06	(1 144)	-2,08
	RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	(236 366)	-657,81	(24 855)	-45,30
	Total des produits exceptionnels	161 542	449,57	117 560	214,26
	Total des charges exceptionnelles	2 411	6,71		
	RESULTAT EXCEPTIONNEL	159 132	442,87	117 560	214,26
	PARTICIPATION DES SALAIRES				
	IMPOTS SUR LES BENEFICES				
	TOTAL DES PRODUITS	568 528	N/S	639 530	N/S
	TOTAL DES CHARGES	645 762	N/S	546 825	996,62
	RESULTAT DE L'EXERCICE	(77 234)	-214,94	92 705	168,96

ANNEXE COMPTABLE

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de **3 389 301** euros.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **568 528** euros et un total **charges** de **645 762** euros, dégageant ainsi un **résultat** de **-77 234** euros.

L'exercice considéré débute le **01/01/2021** et finit le **31/12/2021**.

Il a une durée de **12** mois.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Aucun changement dans les méthodes d'évaluation et dans les méthodes de présentation n'a été apporté.

Les principales méthodes utilisées sont :

Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

La construction du Musée s'est achevée au 1er mars 2013, date de l'ouverture au public.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Les éléments de la construction ont été ventilés par grande nature de postes et amortis sur la durée de l'usufruit du bâtiment, soit 30 ans.

Cette construction est financée en partie par des subventions d'investissement, publiques et privées. Ces subventions sont également amorties sur 30 ans.

Stocks et en cours

Les matières et marchandises ont été évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Les produits en cours de production ont été évalués à leur coût de production.

Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure.

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Les créances clients présentées dans le tableau de financement, ont été retenues pour leur valeur brute, conformément aux principes comptables.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Achats

Les frais accessoires d'achat payés à des tiers n'ont pas été incorporés dans les comptes d'achat, mais ont été comptabilisés dans les différents comptes de charge correspondant à leur nature.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Sectorisation

L'Association a procédé en 2013 à la filialisation de ses activités lucratives (Librairie, Prestations de services) par la création de l'EURL MUSEE REGARDS DE PROVENCE.

L'Association a également procédé à la sectorisation de ses activités commerciales et non lucratives, selon la règle de l'affectation directe des charges et produits.

Pour les charges communes, il est appliqué un prorata d'affectation entre les deux secteurs d'activité correspondant au rapport Chiffre d'affaires du secteur sur le Chiffre d'affaires total de l'Association.

Il est déposé une liasse fiscale correspondant aux résultats de la seule activité commerciale dès lors que les seuils légaux sont dépassés.

A la clôture du présent exercice, les seuils en question ne sont pas dépassés.

La franchise en base de TVA n'est pas non plus dépassée à la clôture de l'exercice.

Abandons de créances

L'association a consenti au 31 décembre 2015 à un abandon de créance à hauteur de 130 000 € à sa filiale l'EURL MUSEE REGARDS DE PROVENCE.

Cet abandon de créance est assorti d'une clause de retour à meilleure fortune

La valeur de l'abandon de créance au **31/12/2021** s'élève à : 107 000 euros.

Litiges en cours

Des litiges sont pendants au **31/12/2021** avec certains fournisseurs ayant participé à la rénovation du Musée en 2013.

Le litige avec la société DUMEZ a trouvé son terme par une transaction au cours de l'exercice 2018.

Le litige avec la société SEDEL a trouvé sa conclusion au cours de l'exercice 2019.

Le litige avec la société SNEF demeure pendant à la clôture de l'exercice.

Les montants provisionnés au bilan à ce titre sont les suivants :

-SNEF : 44 170.83 €(en cours de procédure)

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Evénements significatifs de l'exercice

L'année 2021, comme 2020, a été fortement impactée par les conséquences de la pandémie COVID 19.

En date du 30 janvier 2020, l'OMS a déclaré l'état d'urgence internationale lié à la santé publique. En raison de l'évolution du COVID-19, la France a annoncé des mesures de confinement en date du 17 mars 2020.

Après une courte période de réouverture pendant l'été 2020, le Musée s'est retrouvé en situation de fermeture administrative à la clôture de l'exercice 2020

L'Association a bénéficié des diverses mesures de soutien mises en place par le gouvernement :

- Souscription de PGE à hauteur de 37 000 € auprès du CIC (2020)
- Remboursement des indemnités d'activité partielle à hauteur de 18 018.41 €
- Fonds de solidarité à hauteur de 41 909 €.

Les organismes ayant octroyé des subventions sur 2021 n'ont pas fait connaître à la clôture de l'exercice leur volonté de voir reporter tout ou partie des subventions sur 2022.

Immobilisations

Etat exprimé en euros

Etat exprimé en euros		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2021
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Autres	11 461					11 461
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	11 461					11 461
CORPORELLES	Terrains						
	Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencet aménagement	4 375 025					4 375 025
	Instal technique, matériel outillage industriels	6 011					6 011
	Instal., agencement, aménagement divers	137 787		4 250			142 037
	Matériel de transport						
	Matériel de bureau, mobilier	240 197		1 780			241 977
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations corporelles en cours	16 200					16 200
	Avances et acomptes						
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	4 775 220		6 030			4 781 250	
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations	1 000					1 000
	Autres titres immobilisés						
	Prêts et autres immobilisations financières						
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	1 000					1 000
TOTAL		4 787 681		6 030			4 793 712

Amortissements

Etat exprimé en euros		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2021
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Fonds commercial				
	Autres immobilisations incorporelles	7 584	175		7 759
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	7 584	175		7 759
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencement aménagement	1 141 762	145 869		1 287 632
	Instal technique, matériel outillage industriels	6 011			6 011
	Autres Instal., agencement, aménagement divers	52 187	11 902		64 089
	Matériel de transport				
	Matériel de bureau, mobilier	190 300	23 370		213 670
	Emballages récupérables et divers				
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 390 261	181 142		1 571 402
TOTAL		1 397 845	181 316		1 579 161

Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires							
	Dotations			Reprises			Mouvement net des amortisse- ment à la fin de l'exercice
	Différentiel de durée et autre	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée et autre	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement et de développement							
Fonds commercial							
Autres immobilisations incorporelles							
TOTAL IMMOB INCORPORELLES							
Terrains							
Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal, agencement, aménag.							
Instal. technique matériel outillage industriels							
Instal générales Agenct aménagt divers							
Matériel de transport							
Matériel de bureau, informatique, mobilier							
Emballages récupérables, divers							
TOTAL IMMOB CORPORELLES							
Frais d'acquisition de titres de participation							
TOTAL							
TOTAL GENERAL NON VENTILE							

Provisions

Etat exprimé en euros

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2021
PROVISIONS REGLEMEENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	PROVISIONS REGLEMEENTEES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges				
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires				
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres				
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES				
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières				
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients				
	Autres				
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION				
TOTAL GENERAL					

Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles			
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.			

Créances et Dettes

Etat exprimé en euros

		31/12/2021	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts (1) (2)			
	Autres immobilisations financières			
	Clients douteux ou litigieux			
	Autres créances clients	13 338	13 338	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés	45	45	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers	75 216	75 216	
	Groupe et associés (2)	72 000		72 000
	Débiteurs divers	1 228	1 228	
	Charges constatées d'avances	1 875	1 875	
TOTAL DES CREANCES		163 702	91 702	72 000
(1) Prêts accordés en cours d'exercice				
(1) Remboursements obtenus en cours d'exercice				
(2) Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		31/12/2021	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles (1)				
	Autres emprunts obligataires (1)				
	Emp. dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine (1)				
	Emp. dettes ets de crédit à plus 1an à l'origine (1)	97 969	67 453	30 516	
	Emprunts et dettes financières divers (1) (2)				
	Fournisseurs et comptes rattachés	112 196	112 196		
	Personnel et comptes rattachés	11 770	11 770		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	14 520	14 520		
	Impôts sur les bénéfices				
	Taxes sur la valeur ajoutée	739	739		
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	404	404		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Groupe et associés (2)				
	Autres dettes	923 600			923 600
	Dette représentative de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance				
TOTAL DES DETTES		1 161 198	207 081	30 516	923 600
(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice					
(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice		29 827			
(2) Emprunts dettes associés (personnes physiques)					

Produits à recevoir

Etat exprimé en euros

31/12/2021

Total des Produits à recevoir		87 682
Autres créances clients <i>CLIENTS FACTURES A ETABLIR</i>	12 682	12 682
Autres créances <i>ETAT SUBVENT. A RECEVOIR</i>	75 000	75 000

Charges à payer

Etat exprimé en euros

31/12/2021

Total des Charges à payer		64 185
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		283
<i>INTERETS COURUS SUR EMPRUNTS</i>	<i>283</i>	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		44 171
<i>LITIGES MUSEE</i>	<i>44 171</i>	
Dettes fiscales et sociales		17 731
<i>DETTES CONGES PAYES</i>	<i>11 770</i>	
<i>C.S SUR CONGES PAYES</i>	<i>4 699</i>	
<i>AUTRES CHARGES SOCIALES</i>	<i>858</i>	
<i>AUTRES CHARGES FISCALES</i>	<i>404</i>	
Autres dettes		2 000
<i>CREDITEURS DIVERS</i>	<i>2 000</i>	

Charges et Produits constatés d'avance

Etat exprimé en euros

31/12/2021

Charges

Produits

Charges et Produits d'EXPLOITATION

1 875

Charges et Produits FINANCIERS

Charges et Produits EXCEPTIONNELS

TOTAL

1 875

Effectif moyen

		31/12/2021	Interne	Externe
EFFECTIF MOYEN PAR CATEGORIE	Cadres & professions intellectuelles supérieures		1	
	Professions intermédiaires			
	Employés		2	
	Ouvriers			
	TOTAL		3	

--

IMMOBILISATIONS